



SOMMAIRE

RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES	4
--	----------

RAPPORT DE GESTION (*)	6
-------------------------------	----------

Examen de l'évolution du bilan	8
Examen de l'évolution du compte de résultats	11
Ratios	16
Autres informations	17

EXAMEN DU BILAN DE L'EXERCICE 2009 (*)	18
---	-----------

Actif	20
Passif	22

COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2009 (*)	24
Bilan	26
Compte de résultats	28
Affectations et prélèvements	30
Annexe	31
Bilan social	37
Renseignements divers	40
AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS	42
Suivi budgétaire 2009	44
Budget 2010	48
Tableau de bord de gestion	49

(*) Seules ces informations font l'objet du contrôle
par le Collège des Commissaires.

RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES

Chers Actionnaires,

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire qui nous a été confié par le Gouvernement wallon auprès de la société «Transport en Commun de Liège-Verviers». Le rapport inclut notre opinion sur les comptes annuels ainsi que les mentions et informations complémentaires requises.

ATTESTATION SANS RÉSERVE DES COMPTES ANNUELS

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à 58.700.748,28 € et dont le compte de résultats se solde par une perte de l'exercice de 777.010,70 €.

L'établissement des comptes annuels relève de la responsabilité de l'organe de gestion.

Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que

celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'éditées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons tenu compte de l'organisation de la société en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels.

Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion. A notre avis, les comptes annuels clos le 31 décembre 2009 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

MENTIONS COMPLÉMENTAIRES

L'établissement et le contenu du rapport de gestion, ainsi que le respect par la société du Code des sociétés et des statuts, relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion. Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions et informations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels :

- Le rapport de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- A la clôture de l'exercice 2008, conformément au contrat de gestion, le solde de la subvention d'exploitation avait été comptabilisé à concurrence de 3.293.875 €. Toutefois, le Gouvernement wallon n'a pas inscrit à son budget 2009 la liquidation de l'entièreté de cette somme de sorte qu'une charge exceptionnelle de 2.315.142 € a dû être comptabilisée.

LE COLLÈGE DES COMMISSAIRES

S.c.P.R.L DELBROUCK, CAMMARATA
GILLES et Associés
représentée par
P. CAMMARATA

S.c.P.R.L. LAFONTAINE
DETILLEUX et Cie
représentée par
L. LAFONTAINE

S.C.R.L. RSM InterAudit
représentée par
T. LEJUSTE

Annexes : comptes annuels et rapport
de gestion relatifs à l'exercice clos
le 31 décembre 2009



RAPPORT DE GESTION



EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DU BILAN
EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DU COMPTE DE RÉSULTATS
RATIOS
AUTRES INFORMATIONS

ACTIF

	Situation		Variations	
	au 31/12/09	au 31/12/08	en %	en €
Actifs immobilisés	38.646.942,56	39.599.339,11	- 2,41 %	- 952.396,55
Immobilisations incorporelles	9.501,92	8.911,01	6,63 %	590,91
Immobilisations corporelles	38.623.052,72	31 958.154,25	20,86 %	6.664.898,47
Immobilisations financières	14.387,92	7.632.273,85	- 99,81 %	- 7.617.885,93
Actifs circulants	20.053.805,72	25.591.951,83	- 21,64 %	- 5.538.146,11
Créances à plus d'un an	122.391,41	131.687,07	- 7,06 %	- 9.295,66
Stocks et commandes en cours	5.832.018,47	5.571.800,47	4,67 %	260.218,00
Créances à un an au plus	5.798.278,81	12.074.168,95	- 51,98 %	- 6.275.890,14
Valeurs disponibles	7.605.930,57	6.877.497,16	10,59 %	728.433,41
Comptes de régularisation	695.186,46	936.798,18	- 25,79 %	- 241.611,72
Total de l'actif	58.700.748,28	65.191.290,94	- 9,96 %	- 6.490.542,66

● Immobilisations incorporelles

L'évolution de ce poste s'explique par des acquisitions de logiciels pour 13.073 euros et des amortissements pour 12.483 euros.

● Immobilisations corporelles

L'exercice 2009 a enregistré les mouvements suivants :

Acquisitions	13.637.710	euros
Amortissements	4.939.998	euros
Amortissements repris de tiers	2.022.696	euros
Cessions et désaffectations	4.732.021	euros
Amortissements annulés	4.721.904	euros

Les principales acquisitions sont :

Autobus	12.219.474	euros
Bâtiments	735.623	euros
Véhicules	220.960	euros
Gros outillage	131.043	euros
Mise en conformité de citernes	115.581	euros
Mobilier	70.296	euros
Matériel de bureau	56.450	euros
Informatique	51.225	euros
Petit outillage	33.306	euros
Téléphonie	3.751	euros

● Immobilisations financières

La part principale de cette rubrique consiste en des actions détenues dans diverses associations.

● Créances à plus d'un an

Cette rubrique comprend principalement les avances faites au personnel suite au passage du paiement des rémunérations à terme échu (79.978 euros) et les avances de caisses faites aux chauffeurs (39.550 euros).

● Stocks et commandes en cours

Les stocks sont évalués au prix moyen pondéré et la valeur reprise au bilan tient compte de réductions de valeurs actées.

● Créances à un an au plus

La diminution importante des créances commerciales (- 2.145.126 euros) se situe essentiellement au niveau des créances sur les clients. Cela s'explique par une meilleure répartition sur l'exercice 2009 de la facturation à la Communauté française dans le cadre des réductions tarifaires octroyées à partir du 1er septembre 2008. Les factures à établir aux clients sont, quant à elles, en augmentation.

Par ailleurs, la diminution des créances sur la Région wallonne ainsi que celles relatives à la TVA entraîne une diminution des autres créances (- 4.130.764 euros) malgré l'accroissement des créances sur investissements.

● Valeurs disponibles

Ce poste comprend les avoirs bancaires et en caisse ainsi que, en ordre principal, la trésorerie gérée par la SRWT dans le cadre de la mise en commun de la trésorerie de l'ensemble des organismes d'intérêt public de la Région wallonne.

● Comptes de régularisation

Ce poste est constitué des charges exposées durant cet exercice mais imputables en tout ou en partie sur l'exercice suivant ainsi que des produits acquis durant cet exercice mais dont la perception n'aura lieu qu'en 2010.

Les charges à reporter sont constituées principalement de contrats de maintenance informatique payés anticipativement (77.730 euros).

Les produits acquis sont entièrement relatifs à des revenus financiers (617.292 euros).

PASSIF

	Situation		Variations	
	au 31/12/09	au 31/12/08	en %	en €
Capitaux propres	18.583.568,53	20.232.685,38	- 8,15 %	- 1.649.116,85
Capital	6.487.000,00	6.487.000,00	0,00 %	0,00
Réserves	9.542.168,17	10.319.178,87	- 7,53 %	- 777.010,70
Subsides en capital	2.554.400,36	3.426.506,51	- 25,45 %	- 872.106,15
Provisions et impôts différés	2.994.381,52	3.345.997,11	- 10,51 %	- 351.615,59
Provisions pour risques et charges	2.994.381,52	3 345 997,11	- 10,51 %	- 351.615,59
Dettes	37.122.798,23	41.612.608,45	- 10,79 %	- 4.489.810,22
Dettes à plus d'un an	78.226,23	78.226,23		0,00
Dettes à un an au plus	27.291.018,62	32.914.747,94	- 17,09 %	- 5.623.729,32
Comptes de régularisation	9.753.553,38	8.619.634,28	13,16 %	1.133.919,10
Total du passif	58.700.748,28	65.191.290,94	- 9,96%	- 6.490.542,66

● Capitaux propres

L'évolution de cette rubrique résulte :

- du prélèvement de la perte de l'exercice sur les réserves ;
- de l'amortissement de subsides en capital transféré aux résultats pour 869.456 euros.

● Provisions pour risques et charges

La situation des provisions est la suivante :

● Provision pour litiges en cours :	737.213 euros
● Provision pour fonds sociaux :	417.169 euros
● Provision pour dépollution des sols :	1.840.000 euros

● Dettes à plus d'un an

Il s'agit d'une dette engendrée par la comptabilisation d'une opération de leasing portant sur 100 autobus.

● Dettes à un an au plus

par rapport à 2008

Les dettes commerciales regroupent :

● factures fournisseurs	4.461.778 euros	+ 2,33 %
● notes de crédit à établir	104 euros	- 95,30 %
● factures «loueurs» à recevoir	2.196.674 euros	+ 3,83 %
● factures «transports scolaires» à recevoir	588.130 euros	- 26,44 %
● factures diverses à recevoir	620.613 euros	- 46,81 %

Les acomptes reçus concernent principalement la ventes des abonnements.

Les dettes fiscales, salariales et sociales comprennent :

● TVA	37.811 euros	- 81,06 %
● précompte professionnel	623.611 euros	- 1,60 %
● précompte mobilier	143 euros	+ 2,79 %
● cotisations ONSS	8.402.224 euros	- 5,73 %
● rémunérations à payer	2.371.541 euros	+ 3,33 %
● compte courant des heures	1.081.071 euros	+ 7,02 %
● pécule de vacances des appointés	2.421.059 euros	- 0,19 %
● fonds sociaux	685.681 euros	- 8,11 %
● autres dettes sociales	2.536.531 euros	- 62,08 %

Les autres dettes sont constituées de :

● dettes envers la SRWT	249.748 euros	+ 18,02 %
● dettes envers la Région wallonne	954.538 euros	+ 232,27 %
● autres dettes diverses	13.247 euros	- 96,34 %

● Comptes de régularisation

Ce poste est constitué des charges imputables à cet exercice mais dont le paiement se fera en 2010 ainsi que des produits perçus anticipativement mais se rapportant à l'exercice suivant.

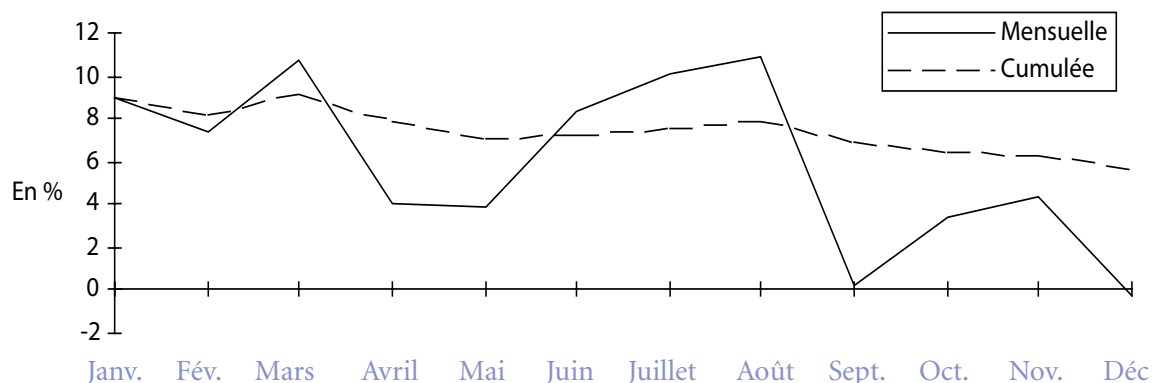
Les produits à reporter concernent essentiellement des recettes pour des transports non réalisés (9.024.993 euros) ainsi qu'une plus-value sur la réalisation d'actif (691.879 euros).

1. RÉSULTATS DU COMPTE D'EXPLOITATION

	Exercice		Variations	
	2009	2008	en %	en €
PRODUITS				
1. Chiffre d'affaires	45.163.887,00	42.728.785,36	5,70 %	2.435.101,64
2. Variation de stock travaux en cours	45.921,75	- 2.149,29	- 2.236,60 %	48.071,04
3. Autres produits d'exploitation	4.847.269,85	3.877.462,01	25,01 %	969.807,84
4. Produits financiers	111.610,71	329.723,31	- 66,15 %	- 218.112,60
5. Autofinancement	1.119.561,60	932.761,08	20,03 %	186.800,52
6. Produits exceptionnels	135.266,06	555.059,13	- 75,63 %	- 419.793,07
Total des produits d'exploitation	51.423.516,97	48.421.641,60	6,20 %	3.001.875,37
CHARGES				
1. Consommations matières et pneus carburant	6.186.825,92 11.369.524,79 17.556.350,71	6.197.606,93 12.127.195,65 18.324.802,58	- 0,17 % - 6,25 % - 4,19 %	- 10.781,01 - 757.670,86 - 768.451,87
2. Services et biens divers entretiens et réparations exploitants location matériel roulant assurances autres services et biens divers	1.948.959,76 36.483.830,33 0,00 1.474.748,75 6.512.067,60 46.419.606,44	1.815.860,52 34.029.992,53 0,00 1.455.343,98 6.010.769,12 43.311.966,15	7,33 % 7,21 % 0,00 % 1,33 % 8,34 % 7,18 %	133.099,24 2.453.837,80 0,00 19.404,77 501.298,48 3.107.640,29
3. Personnel employés ouvriers	18.680.272,98 73.127.150,46 91.807.423,44	17.524.472,00 69.429.654,51 86.954.126,51	6,60 % 5,33 % 5,58 %	1.155.800,98 3.697.495,95 4.853.296,93
4. Amortissements et réd. valeur sur immobilisations	884.212,25	846.959,67	4,40 %	37.252,58
5. Réductions de valeur sur stocks et créances	1.804,09	- 24.027,71	- 107,51 %	25.831,80
6. Provisions pour risques et charges	- 351.615,59	85.375,60	- 511,85 %	- 436.991,19
7. Autres charges d'exploitation	62.002,72	105.971,97	- 41,49 %	- 43.969,25
8. Charges financières	1.668,57	1.219,04	36,88 %	449,53
9. Charges exceptionnelles	2.450.782,33	4.862.530,57	- 49,60 %	- 2.411.748,24
10. Impôts	16 298,08	48.867,05	- 66,65 %	- 32.568,97
Total des charges d'exploitation	158.848.533,04	154 517 791,43	2,80 %	4.330.741,61
ÉCART PRODUITS / CHARGES	-107.425 016,07	- 106.096.149,83	1,25 %	- 1.328.866,24
Subvention d'exploitation	106.648.005,37	103.299.563,73	3,24 %	3.348.441,64
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	- 777.010,70	- 2.796.586,10	- 72,22 %	2.019.575,40

● Chiffre d'affaires

L'évolution de la réalité des recettes de trafic par rapport à l'exercice précédent est de + 5,70 % et se traduit dans le temps par le graphique suivant :



● Autres produits d'exploitation

L'augmentation des indemnités reçues de la compagnie d'assurances dans le cadre d'incendies de véhicules et celles récupérées dans le cadre des accidents du travail, l'accroissement des facturations de prestations des services techniques adressées à des tiers et des remboursements des rémunérations versées à nos agents détachés dans différents ministères, la prise en charge par l'Académie de la Mobilité des formations dispensées au personnel dans le cadre du CAP ainsi que les pénalités obtenues dans le cadre du marché «pneus» expliquent l'augmentation de cette rubrique.

On constate cependant une diminution de la vente de carburant au personnel, de la récupération auprès de la Communauté française des frais administratifs engendrés par la mise en place du nouveau système de réduction tarifaire pour les abonnés scolaires âgés entre 12 et 24 ans, des amendes administratives (qui ont remplacé les surtaxes tarifaires au 1^{er} novembre 2008), des indemnités récupérées dans le cadre des accidents de la route et des plus-values réalisées lors de la vente de biens immobilisés.

● Produits financiers - Autofinancement

L'évolution de ces deux rubriques résulte principalement de la transformation en autofinancement de prêts accordés à la SRWT.

● Produits exceptionnels

Les produits exceptionnels enregistrés en 2009 correspondent à une subvention complémentaire pour l'exercice 2008 dans le cadre du transport de personnes à mobilité réduite.

● Consommations de matières et pneus

La consommation de pièces de rechange ne transitant pas par le stock est en augmentation. En ce qui concerne la consommation de matières gérées en stock, on enregistre une diminution qui se situe principalement, pour le matériel roulant, au niveau des différentiels de pont arrière, des moteurs, des postes de pilotage, des pneus et des circuits d'air comprimé.

● Consommations de carburant.

Avec un total de 14.231.908 litres, la consommation des autobus pour l'ensemble de l'exercice a été supérieure de 1,63% à la consommation de 2008. Quant au prix moyen du litre de carburant, il s'est avéré inférieur de 6,80 % à celui de 2008.

● Entretien et réparations

L'augmentation de cette rubrique trouve principalement son origine dans les entretiens et réparations réalisés par des tiers au matériel roulant et, dans une moindre mesure, aux machines et à l'outillage. Citons notamment les réparations importantes de deux autobus ainsi que l'entretien des installations sanitaires sur le réseau.

Les coûts de maintenance du matériel informatique sont quant à eux en légère diminution.

● Exploitants

En ce qui concerne les lignes régulières, il convient de constater que le nombre de kilomètres en charge et la partie fixe du coût des exploitants ont augmenté respectivement de 2,14 % et de 4,27 %. Le prix de revient du kilomètre, par contre, a diminué de 2,36 %.

Par ailleurs, le coût des prestations des exploitants privés effectuées dans le cadre des transports scolaires et celui des prestations générées pour assurer les transports de personnes à mobilité réduite ont augmenté respectivement de 10,93 % et de 10,92 %.

● Assurances

La prime relative à l'assurance couvrant l'entreprise en responsabilité civile couvre 76 % de cette rubrique. En outre, les cotisations versées à l'INAMI dans le cadre du reclassement social des handicapés sont en augmentation de 5,90 %.

● Autres services et biens divers

Afin de renforcer l'attractivité du TEC, le Gouvernement Wallon a mis en place en 2006 une mesure qui consiste en l'échange de la plaque d'immatriculation d'une voiture familiale contre un abonnement TEC d'une validité maximale de trois ans. Le coût de cette mesure est de 1.576.430 euros pour les échanges réalisés en 2009, soit 281.530 euros de plus qu'en 2008.

Par ailleurs, on enregistre un accroissement des frais de consommation d'électricité, des coûts de location de lignes de communications informatiques, des frais postaux, des frais d'évacuation des déchets ainsi qu'une hausse des prestations kilométriques effectuées par le TEC Namur-Luxembourg (lignes 18, 50 et 51).

Enfin, on constate une diminution des frais de consommation de gaz, de campagnes publicitaires ainsi qu'une réduction des achats de petits outillages et de fournitures de bureau.

● Personnel – employés et ouvriers

Pour les employés, l'évolution s'explique par une augmentation de l'effectif moyen et de la rémunération moyenne par agent respectivement de 3,33 % et de 3,16 %.

Pour les ouvriers, on enregistre une augmentation des heures prestées et du taux horaire moyen payé (charges sociales comprises) respectivement de 1,08 % et de 4,20 %.

Il convient de noter l'effet complet en 2009 des indexations des rémunérations intervenues en février, juin et octobre 2008.

● Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations

L'augmentation des amortissements constatée en 2009 par rapport à 2008 se situe principalement au niveau des bâtiments et des véhicules autres qu'autobus.

● Réductions de valeur sur stocks et sur créances

Les réductions de valeur enregistrées dans ce poste se décomposent comme suit :

- pièces en stock dont la rotation est très faible : actées pour 1.854 euros.
- créances irrécouvrables : actées pour 2.030 euros et reprises pour 2.080 euros

● Provisions pour risques et charges

Les provisions évoluent comme suit :

- Provision pour litiges en cours : reprise pour 229.832 euros
- Provision pour fonds sociaux : dotation de 38.216 euros
- Provision pour dépollution des sols : reprise pour 160.000 euros.

● Autres charges d'exploitation

La diminution de cette rubrique en 2009 découle de l'inscription en 2008 de moins-values suite au remplacement du système de téléphonie dans l'ensemble des dépôts de la société.

● Charges exceptionnelles

Le Gouvernement wallon a décidé d'annuler une partie de la dette que la Région wallonne avait envers les TEC à fin 2008. Il en résulte une charge exceptionnelle de 2.315.142 euros.
Par ailleurs, cette rubrique contient également la valeur résiduelle de deux autobus déclassés suite à un incendie.

● Subvention d'exploitation

Pour 2009, le Gouvernement Wallon a décidé de geler la subvention d'exploitation, destinée à couvrir l'exploitation des services réguliers, des transports scolaires ainsi que du transport de personnes à mobilité réduite, à son niveau de 2008. Une subvention complémentaire a été accordée par la Région wallonne en compensation de la non indexation des tarifs en février 2009.
Enfin, la subvention complémentaire destinée à couvrir le manque à gagner suite à l'octroi, en septembre 2008, de la gratuité aux enfants de moins de 12 ans a été octroyée avec effet complet pour 2009.

● Résultat de l'exercice

Le résultat d'exploitation de cet exercice indique un déficit de 777.011 euros. Ce résultat est la conséquence de la comptabilisation des charges exceptionnelles compensées en partie par la bonne évolution du chiffre d'affaires et des produits en général.

2. RESULTATS LIES AUX INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION

Certains biens d'investissements d'exploitation sont repris dans les livres de notre société mais sont gérés par la Société Régionale Wallonne du Transport. La Région wallonne verse une subvention qui couvre les charges d'amortissements, les charges financières et les loyers relatifs à ces biens.

	Exercice		Variations	
	2009	2008	en %	en €
PRODUITS				
Subv. pour charges du passé TEC (avant 1993)	13.219,70	26.779,26	- 50,63 %	- 13.559,56
Subv. s/investissements TEC à partir de 1993	3.092.862,27	2.383.557,34	29,76 %	709.304,93
Subsides en capital	869.456,18	876.059,86	- 0,75 %	- 6.603,68
Total des produits	3.975.538,15	3.286.396,46	20,97 %	689.141,69
CHARGES				
Charges du passé TEC (avant 1993)				
Amortissements	13.219,70	26.779,26	- 50,63 %	- 13.559,56
Loyers matériel roulant	0,00	0,00		0,00
	13.219,70	26.779,26	- 50,63 %	-13.559,56
Investissements TEC à partir de 1993				
Amortissements	3.185.592,21	2.506.584,48	27,09 %	679.007,73
Charges financières	0,00	0,00		0,00
Loyers matériel roulant	0,00	0,00		0,00
Plus-value	- 92.729,94	- 123.027,14	- 24,63 %	30.297,20
	3.092.862,27	2.383.557,34	29,76 %	709.304,93
Subsides en capital				
Amortissements	869.456,18	876.059,86	- 0,75 %	- 6.603,68
Total des charges	3.975.538,15	3.286.396,46	20,97 %	689.141,69
ÉCART PRODUITS / CHARGES	0,00	0,00		

● Chiffres clés et ratios.

	2009	2008	2007
Actif net corrigé (en milliers d'euros)	18.584	20.233	23.905
Fonds de roulement net (en milliers d'euros)	- 16.991	- 15.942	- 6.161
Besoins en fonds de roulement (en milliers d'euros)	- 24.597	- 22.820	- 15.910
Trésorerie nette (en milliers d'euros)	7.606	6.877	9.749
Cash-flow avant distribution (en milliers d'euros)	2.955	669	5.544
Ratio de liquidité au sens large	0,54	0,61	0,81
Ratio de liquidité au sens strict	0,49	0,58	0,81
Ratio de solvabilité (en %)	31,66 %	31,04 %	39,86 %
Ratio du crédit clients (en jours)	26	43	16
Ratio du crédit fournisseurs (en jours)	40	44	40

● Autres prescriptions de l'article 96 du Code des Sociétés

- Risques et incertitudes.

La fréquentation de nos autobus

Depuis toujours, les prévisions de la fréquentation de nos autobus par les voyageurs, et donc des recettes, constituent une difficulté lors de l'élaboration des budgets. En effet, elle dépend d'éléments extérieurs à notre société (conjoncture économique, prix du carburant...). En outre, depuis la mise en route fin 2005 de l'opération REB (Réappropriation de l'Espace Bus), elles se sont améliorées de façon significative. L'application à partir du 1er septembre 2008 des nouvelles mesures tarifaires prises par le Gouvernement Wallon engendre également une augmentation. La pérennisation de cette évolution favorable est un des principaux défis à relever.

Le contrat de gestion

Le contrat de gestion actuel conclu entre la Région wallonne, la Société Régionale Wallonne du Transport et le TEC Liège-Verviers porte sur la période 2006-2010.

De façon générale, les incertitudes qui y sont liées (notamment en termes d'équilibre du compte d'exploitation) découlent de prévisions parfois difficiles dans certains domaines (dépendant de paramètres extérieurs à l'entreprise) dans un contexte de subventions de la Région wallonne revues à la baisse par rapport aux dispositions du contrat de gestion.

La pollution

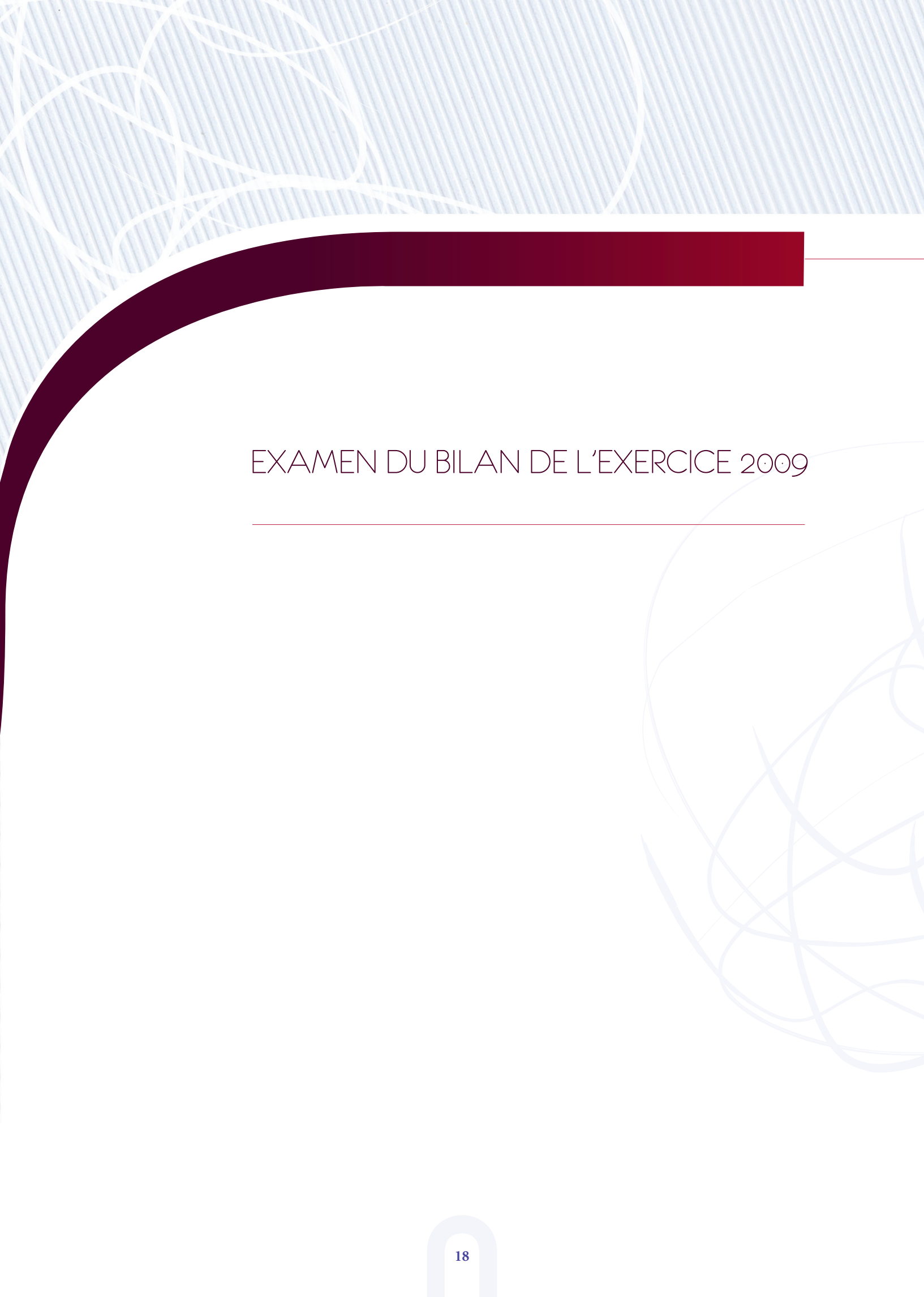
Afin de se mettre en conformité avec la législation en vigueur concernant les stations-service et les dépôts de liquides combustibles, des études sur l'état sanitaire des sols et sous-sols de l'ensemble des dépôts du TEC Liège-Verviers ont été entamées en 2005. Fin 2005, une provision avait été constituée à hauteur de 1.200.000 euros. Fin 2006, sur base des études de caractérisation ayant pour objectif de décrire et de localiser les zones polluées, la provision avait été augmentée de 778.000 euros. Fin 2007, afin de tenir compte des derniers éléments connus, elle avait été portée à 2.000.000 euros. Fin 2008, elle est restée à ce niveau. En 2009, tenant compte des travaux déjà réalisés, une reprise de provision a été effectuée à hauteur de 160.000 euros.

- Aucun événement important susceptible d'avoir une influence sur la situation arrêtée au 31 décembre 2009 n'est survenu après la clôture de l'exercice 2009.
- Des perspectives aujourd'hui moins favorables en matière de subventionnement par la Région wallonne sont susceptibles d'avoir une influence sur le développement de la société dans les années 2011 et suivantes.
- Recherche et développement : néant.
- La société ne dispose pas de succursale.
- Le compte de résultats indique une perte pour les deux derniers exercices comptables. Compte tenu de l'importance des fonds propres, de la bonne solvabilité et du caractère public du service rendu, les règles d'évaluation restent justifiées selon le principe de continuité de l'exploitation.
- Aucune autre information ne doit être insérée dans le présent rapport en vertu du Code des Sociétés.
- Contrats de couverture pour le prix du carburant :

Le coût de la consommation de gasoil prend une place relativement importante dans le compte de résultats de l'ensemble du groupe TEC. Afin de garantir une certaine stabilité de la charge financière, la Société Régionale Wallonne du Transport a procédé à une couverture de type «SWAP» sur un tiers de la consommation de gasoil routier et à une couverture de type «Collar Zero Cost» pour un deuxième tiers.

La couverture de type «SWAP» permet de fixer le coût du gasoil à un certain niveau pour toute la période couverte, le mécanisme étant que si les cours dépassent le niveau fixé, la banque nous indemnise et si les cours descendent sous celui-ci, nous lui payons la différence.

Le système «Collar Zero Cost» permet de bénéficier d'une partie de la baisse potentielle des prix car c'est un prix maximum et un prix minimum qui sont fixés. Ainsi, si le prix du marché monte au-delà du prix maximum fixé, la banque nous indemnise la différence ; si le prix du marché descend sous le prix minimum fixé, c'est nous qui payons la différence.



EXAMEN DU BILAN DE L'EXERCICE 2009



ACTIF

PASSIF

ACTIF

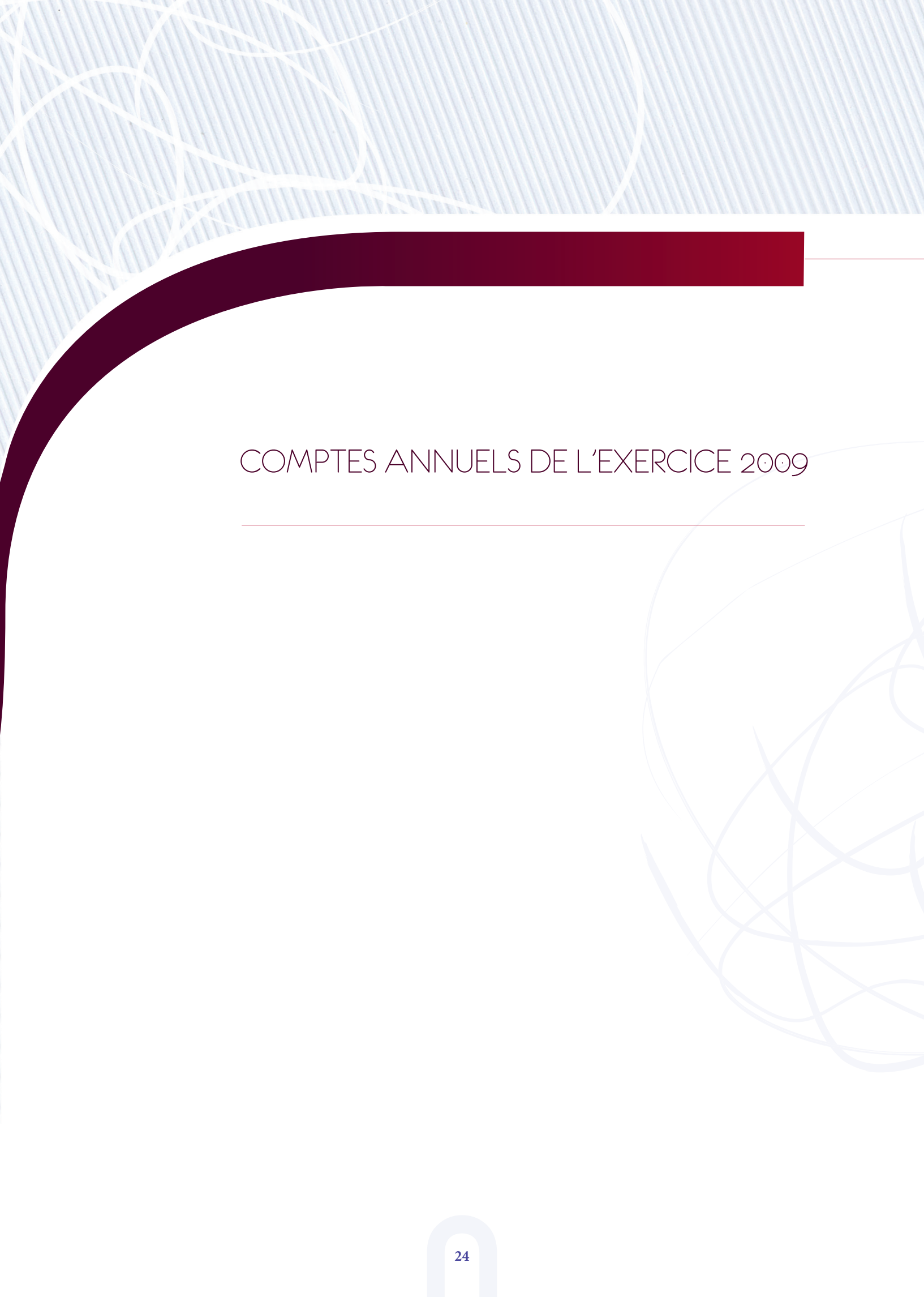
● Actifs immobilisés			
.....● Immobilisations incorporelles			
Logiciels		1.690.637,49	
Valeur d'acquisition		- 1.681.135,57	
Amortissements			
Total des immobilisations incorporelles		€	9.501,92
.....● Immobilisations corporelles			
● Terrains et constructions			
— Terrains à leur valeur d'acquisition	723.824,31		
Réduction de valeur	- 0,00		
		723.824,31	
— Constructions			
Valeur d'acquisition	3.381.430,68		
Plus-value	+ 1.165.099,57		
Amortissements	- 3.441.307,22		
		1.105.223,03	
			1.829.047,34
● Installations, machines et outillage			
Valeur d'acquisition		19.469.260,31	
Amortissements		- 15.115.110,73	
			4.354.149,58
● Mobilier et matériel roulant			
— Mobilier de bureau			
Valeur d'acquisition	4.307.090,64		
Amortissements	- 3.924.822,39		
		382.268,25	
— Matériel roulant d'exploitation			
Valeur d'acquisition	49.141.879,61		
Amortissements	- 18.379.726,20		
		30.762.153,41	
— Autre matériel roulant			
Valeur d'acquisition	1.441.247,83		
Amortissements	- 1.001.607,66		
		439.640,17	
			31.584.061,83
● Autres immobilisations corporelles			
Valeur d'acquisition		1.533.026,61	
Amortissements		- 677.232,64	
			855.793,97
● Immobilisations en cours et acomptes versés			
Valeur d'acquisition		0,00	
Amortissements		0,00	
			0,00
Total des immobilisations corporelles		€	38.623.052,72
.....● Immobilisations financières			
Autres immobilisations financières			
Actions et parts	8.698,38		
Créances et cautionnements en numéraire	5.689,54		
		14.387,92	
Total des immobilisations financières		€	14.387,92

● Actifs circulants		
.....● Créances à plus d'un an		
Autres créances		
Avances faites au personnel	122.391,41	
Total des créances à plus d'un an	€	122.391,41
.....● Stocks et commandes en cours d'exécution		
Stocks		
Approvisionnements	5.767.130,65	
Commandes en cours d'exécution	64.887,82	
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	€	5.832.018,47
.....● Créances à un an au plus		
● Créances commerciales		
a) Factures aux clients	2.348.609,93	
b) Effets à recevoir	854,85	
c) Factures à établir	1.367.483,82	
d) Recette à recevoir	13.531,87	
e) Acomptes versés	217.587,00	
		3.948.067,47
● Autres créances		
a) TVA à récupérer	832.241,51	
b) Créances SRWT	442.148,73	
c) Subvention d'exploitation	224.715,81	
d) Ethias	122.795,99	
e) Prêts et avances diverses au personnel	92.833,77	
f) Personnel détaché	80.771,20	
g) Droits d'accises sur gasoil	33.205,19	
h) SPMT	8.044,62	
i) Locataires	1.871,48	
j) Créances diverses	11.583,04	
		1.850.211,34
Total des créances à un an au plus	€	5.798.278,81
Placements de trésorerie	€	0,00
.....● Valeurs disponibles		
— Valeurs échues remises à l'encaissement	40.445,15	
— Avoirs en banque	7.105.318,21	
en caisse	389.674,36	
— Transferts internes de fonds	70.492,85	
Total des valeurs disponibles	€	7.605.930,57
.....● Comptes de régularisation		
— Charges à reporter	77.894,19	
— Produits acquis	617.292,27	
Total des comptes de régularisation	€	695.186,46
Total de l'actif	€	58.700.748,28

PASSIF

● Capitaux propres		
● Capital		6.487.000,00
Le capital entièrement souscrit et libéré est représenté par 26.166 parts sociales réparties comme suit :		
— SRWT : 17.755		
— Ville et communes de la Province de Liège : 8.411		
Total «Capital»	€	6.487.000,00
● Réserves		
Réserve légale	648.700,00	
Réserves disponibles	8.893.468,17	
Total des réserves	€	9.542.168,17
Bénéfice reporté/perte reportée	€	0,00
● Subsides en capital		
- relatifs à 1993	209.458,35	
1995	253.781,06	
1996	318.273,66	
1998	24.834,41	
1999	222.107,92	
2000	260.037,60	
2001	200.536,50	
2002	597.051,76	
2003	228.560,27	
2004	217.574,78	
2005	22.184,05	
Total des subsides en capital	€	2.554.400,36
● Provisions pour risques et charges		
● Provisions pour risques et charges		
Autres risques et charges		
Provisions pour litiges en cours	737.212,76	
Provisions pour fonds sociaux	417.168,76	
Provisions pour travaux de dépollution	1.840.000,00	
Total des provisions pour risques et charges	€	2.994.381,52

● Dettes		
.....● Dettes à plus d'un an		78.226,23
● Dettes financières Dette engendrée dans le cadre d'une opération de leasing portant sur 100 autobus		
Total des dettes à plus d'un an	€	78.226,23
.....● Dettes à un an au plus		
● Dettes commerciales Fournisseurs — Fournisseurs — Factures à recevoir Effets à payer — Notes de crédit à établir	4.461.778,17 3.405.416,73 103,96	7.867.298,86
● Acomptes reçus sur commandes Il s'agit principalement d'acomptes reçus sur des prestations à facturer.		46.514,80
● Dettes fiscales, salariales et sociales Impôts Rémunérations et charges sociales — dettes sociales — dettes salariales	8.402.223,92 9.095.883,52	17.498.107,44
● Autres dettes a) Région wallonne b) SRWT c) Autres dettes	954.537,79 249.747,81 13.247,20	1.217.532,80
Total des dettes à un an au plus	€	27.291.018,62
.....● Comptes de régularisation		
Produits à reporter — recettes encaissées pour transports non réalisés — plus-value sur la réalisation d'actifs	9.061.674,03 691.879,35	
Total des comptes de régularisation	€	9.753.553,38
Total du passif	€	58.700.748,28



COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2009



BILAN

COMPTE DE RÉSULTAT

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

ANNEXE

BILAN SOCIAL

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 23 avril 2010

ACTIF

	Annexe	au 31/12/2009	au 31/12/2008
● Actifs immobilisés			
● Immobilisations incorporelles	5.2	9.501,92	8.911,01
Total		9.501,92	8.911,01
● Immobilisations corporelles	5.3		
Terrains et constructions		1.829.047,34	1.365.844,96
Installations, machines et outillage		4.354.149,58	5.045.326,10
Mobilier et matériel roulant		31.584.061,83	24.666.795,82
Autres immobilisations corporelles		855.793,97	877.537,40
Immobilisations en cours et acomptes versés		0,00	2.649,97
Total		38.623.052,72	31.958.154,25
● Immobilisations financières	5.4/5.5.1		
Entreprises liées	5.14		
Créances		0,00	7.625.000,00
Autres immobilisations financières			
Actions et parts		8.698,38	1.884,31
Créances et cautionnements en numéraire		5.689,54	5.389,54
Total		14.387,92	7.632.273,85
● Actifs circulants			
● Créances à plus d'un an			
Autres créances		122.391,41	131.687,07
Total		122.391,41	131.687,07
● Stocks et commandes en cours d'exécution			
Stocks			
Approvisionnements		5.767.130,65	5.552.834,40
Commandes en cours d'exécution		64.887,82	18.966,07
Total		5.832.018,47	5.571.800,47
● Créances à un an au plus			
Créances commerciales		3.948.067,47	6.093.193,78
Autres créances		1.850.211,34	5.980.975,17
Total		5.798.278,81	12.074.168,95
● Valeurs disponibles		7.605.930,57	6.877.497,16
Total		7.605.930,57	6.877.497,16
● Comptes de régularisation	5.6	695.186,46	936.798,18
Total		695.186,46	936.978,18
Total de l'actif		58.700.748,28	65.191.290,94

PASSIF

	Annexe	au 31/12/2009	au 31/12/2008
● Capitaux propres			
● Capital	5.7		
Capital souscrit		6.487.000,00	6.487.000,00
Total		6.487.000,00	6.487.000,00
● Réserves			
Réserve légale		648.700,00	648.700,00
Réserves disponibles		8.893.468,17	9.670.478,87
Total		9.542.168,17	10.319.178,87
● Bénéfice reporté/perte reportée (-)		0,00	0,00
Total		0,00	0,00
● Subsidés en capital		2.554.400,36	3.426.506,51
Total		2.554.400,36	3.426.506,51
● Provisions et impôts différés			
● Provisions pour risques et charges	5.8		
Autres risques et charges		2.994.381,52	3.345.997,11
Total		2.994.381,52	3.345.997,11
● Dettes			
● Dettes à plus d'un an	5.9		
Dettes financières			
Dettes de location - financement		78.226,23	78.226,23
Total		78.226,23	78.226,23
● Dettes à un an au plus			
Dettes financières			
Etablissements de crédit		0.00	0.00
Dettes commerciales			
Fournisseurs		7.867.194,90	8.442.164,83
Effets à payer		103,96	2.213,49
Acomptes reçus sur commandes		46.514,80	697.682,13
Dettes fiscales, salariales et sociales	5.9		
Impôts		661.564,72	833.513,59
Rémunérations et charges sociales		17.498.107,44	22.078.808,72
Autres dettes		1.217.532,80	860.365,18
Total		27.291.018,62	32.914.747,94
● Comptes de régularisation	5.9	9.753.553,38	8.619.634,28
Total		9.753.553,38	8.619.634,28
Total du passif		58.700.748,28	65.191.290,94

CHARGES

	Annexe	2009	2008
● Résultats d'exploitation			
● Coût des ventes et des prestations			
Approvisionnements et marchandises			
Achats		17.772.500,87	18.768.606,26
Variation des stocks			
(augmentation -, réduction +)		- 216.150,16	- 443.803,68
		17.556.350,71	18.324.802,58
Services et biens divers		46.419.606,44	43.311.966,15
Rémunérations, charges sociales et pensions	5.10	91.807.423,44	86.954.126,51
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		4.952.480,34	4.256.383,27
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations +, reprises -)		1.804,09	- 24.027,71
Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)	5.10	- 351.615,59	85.375,60
Autres charges d'exploitation	5.10	62.002,72	105.971,97
Total		160.448.052,15	153.014.598,37
● Résultats financiers			
● Charges financières	5.11		
Charges des dettes		127,22	0,00
Autres charges financières		1.541,35	1.219,04
Total		1.668,57	1.219,04
● Résultats exceptionnels			
● Charges exceptionnelles			
Réductions de valeurs s/immob. financ.		185,93	0,00
Charges exceptionnelles diverses		2.450.596,40	4.862.530,57
Total		2.450.782,33	4.862.530,57
● Impôts sur le résultat			
● Impôts	5.12		
Impôts		16.298,08	48.867,05
Total		16.298,08	48.867,05
● Résultat de l'exercice			
● Bénéfice de l'exercice		0,00	0,00
Total des charges		162.916.801,13	157.927.215,03

PRODUITS

	Annexe	2009	2008
● Ventes et prestations			
Chiffre d'affaires	5.10	45.163.887,00	42.728.785,36
Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (augmentation +, réduction -)		45.921,75	- 2.149,29
Autres produits d'exploitation	5.10	6.059.561,39	4.933.250,23
— Intervention de la Région wallonne dans les résultats d'exploitation		106.648.005,37	103.299.563,73
— Intervention de la Région wallonne dans les investissements d'exploitation		3.106.081,97	2.410.336,60
Total		161.023.457,48	153.369.786,63
● Produits financiers			
Produits des immobilisations financières		18,27	18,27
Produits des actifs circulants		108.653,73	325.780,15
Autres produits financiers	5.11	872.394,89	879.984,75
Total		981.066,89	1.205.783,17
● Produits exceptionnels			
Autres produits exceptionnels	5.11	135.266,06	555.059,13
Total		135.266,06	555.059,13
● Perte de l'exercice		777.010,70	2.796.586,10
Total des produits		162.916.801,13	157.927.215,03

	Exercice	Exercice précédent
● Bénéfice à affecter		
Bénéfice de l'exercice à affecter	0,00	0,00
Perte de l'exercice à affecter	- 777.010,70	- 2.796.586,10
Bénéfice reporté ou perte reportée de l'exercice précédent	0,00	0,00
Total	- 777.010,70	- 2.796.586,10
● Prélèvements sur les capitaux propres sur les réserves	777.010,70	2.796.586,10
Total	777.010,70	2.796.586,10
● Affectations aux capitaux propres		
au capital	0,00	0,00
à la réserve légale	0,00	0,00
à la réserve disponible pour redéploiement de l'offre	0,00	0,00
Total	0,00	0,00
● Résultat à reporter		
Bénéfice à reporter	0,00	0,00
Perte à reporter	0,00	0,00

5.2 et 5.3 ÉTAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

	Codes	Concessions, brevets, licences, etc.	Terrains et constructions	Installations machines et outillage
a) Valeur d'acquisition				
Au terme de l'exercice précédent	819 P	1.677.564,00	3.579.260,23	19.049.904,77
Mutations de l'exercice				
► Acquisitions, y compris la production immobilisée	816	13.073,49	525.994,76	475.031,67
► Cessions et désaffectations (-)	817	0,00	0,00	- 55.676,13
► Transferts d'une rubrique à une autre (+) (-)	818	0,00	0,00	0,00
Au terme de l'exercice	819	1.690.637,49	4.105.254,99	19.469.260,31
b) Plus-values				
Au terme de l'exercice précédent	825 P	0,00	1.165.099,57	0,00
Au terme de l'exercice	825	0,00	1.165.099,57	0,00
c) Amortissements et réductions de valeur (-)				
Au terme de l'exercice précédent	832 P	1.668.652,99	3.378.514,84	14.004.578,67
Mutations de l'exercice				
► Actés	827	12.482,58	62.792,38	1.158.920,88
► Acquis de tiers	829	0,00	0,00	0,00
► Annulés (-)	830	0,00	0,00	- 48.388,82
► Transférés d'une rubrique à une autre (+) (-)	831	0,00	0,00	0,00
Au terme de l'exercice	832	1.681.135,57	3.441.307,22	15.115.110,73
d) Valeur comptable nette au terme de l'exercice (a) - (c) + (b)		9.501,92	1.829.047,34	4.354.149,58
	Codes	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes
a) Valeur d'acquisition				
Au terme de l'exercice précédent	819 P	46.975.982,13	1.484.274,49	2.649,97
Mutations de l'exercice				
► Acquisitions, y compris la production immobilisée	816	12.587.931,33	48.752,12	0,00
► Cessions et désaffectations (-)	817	- 4.673.695,38	0,00	- 2.649,97
► Transferts d'une rubrique à une autre (+) (-)	818	0,00	0,00	0,00
Au terme de l'exercice	819	54.890.218,08	1.533.026,61	0,00
c) Amortissements et réductions de valeur (-)				
Au terme de l'exercice précédent	832 P	22.309.186,31	606.737,09	0,00
Mutations de l'exercice				
► Actés	827	3.647.788,95	70.495,55	0,00
► Acquis de tiers	829	2.022.696,66	0,00	0,00
► Annulés (-)	830	- 4.673.515,67	0,00	0,00
► Transférés d'une rubrique à une autre (+) (-)	831	0,00	0,00	0,00
Au terme de l'exercice	832	23.306.156,25	677.232,64	0,00
d) Valeur comptable nette au terme de l'exercice (a) - (c)		31.584.061,83	855.793,97	0,00

5.4 ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

	Codes	Entreprises liées	Entreprises autres
● Participations, actions et parts			
a) Valeur d'acquisition			
Au terme de l'exercice précédent	839 P		28.175,58
Mutations de l'exercice			
▶ Acquisitions	836		7.000,00
▶ Cessions et retraits (-)	837		- 185,93
▶ Transferts d'une rubrique à une autre (+)(-)	838		0,00
Au terme de l'exercice	839		34.989,65
b) Réductions de valeur			
Au terme de l'exercice précédent	852 P		24.789,35
Mutations de l'exercice			
▶ Actées	847		0,00
▶ Reprises car excédentaires (-)	848		0,00
▶ Acquises de tiers	849		0,00
▶ Annulées à la suite de cessions et retraits (-)	850		0,00
▶ Transférées d'une rubrique à une autre (+)(-)	851		0,00
Au terme de l'exercice	852		24.789,35
c) Montants non appelés (-)			
Au terme de l'exercice précédent	855 P		1.501,92
Mutations de l'exercice (+)(-)	854		0,00
Au terme de l'exercice	855		1.501,92
Valeur comptable nette au terme de l'exercice (a)-(b)-(c)			8.698,38
● Créances			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent		7.625.000,00	5.389,54
Mutations de l'exercice			
▶ Additions	858	0,00	300,00
▶ Remboursements (-)	859	- 7.625.000,00	0,00
Valeur comptable nette au terme de l'exercice		0,00	5.689,54

5.6 COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF

	Exercice
Charges comptabilisées anticipativement	
— Autres charges	77.894,19
Produits et revenus à recevoir	
— Intérêts créditeurs	617.292,27

5.7 ÉTAT DU CAPITAL

	Codes	Montants en euros	Nombre d'actions
● Capital social			
● Capital souscrit			
— Au terme de l'exercice précédent	100 P	6.487.000,00	
— Modifications au cours de l'exercice		0,00	
— Au terme de l'exercice	(100)	6.487.000,00	
● Représentation du capital			
Catégories d'actions			
Parts sociales SRWT		4.401.768,90	17.755
Villes et Communes de la Province de Liège		2.085.231,10	8.411

5.8 PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

	Exercice
— Pour litiges en cours	737.212,76
— Pour fonds sociaux	417.168,76
— Pour pollution des sols en hydrocarbure	1.840.000,00

5.9 ÉTAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF

● Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an en fonction de leur durée résiduelle	Codes	échéance dans l'année	ayant plus d'un an, mais 5 ans au plus à courir	ayant plus de 5 ans à courir
Dettes de location - financement et assimilées	883	0,00	78.226,23	0,00
● Dettes fiscales, salariales et sociales			Codes	Exercice
● Impôts				
Dettes fiscales non échues			9073	661.564,72
● Rémunérations et charges sociales				
Autres dettes salariales et sociales			9077	17.498.107,44
● Comptes de régularisation du passif				Exercice
● Autres charges à imputer				
Recettes encaissées pour des transports non réalisés				9.061.674,03
Plus-value sur réalisation d'actifs (Sale and lease back)				691.879,35

5.10 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Codes	Exercice	Exercice précédent
● Autres produits d'exploitation			
dont :			
subsidés d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics	740	109.754.087,34	105.709.900,33
● Travailleurs inscrits au registre du personnel			
Nombre total à la date de clôture	9086	1.845	1.786
Effectif moyen calculé en équivalents temps plein	9087	1.796,8	1.765,8
Nombre effectif d'heures prestées	9088	2.742.183	2.688.893
● Frais de personnel			
Rémunérations et avantages sociaux directs	620	59.606.432,55	57.067.191,99
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	22.204.109,10	21.173.523,80
Primes patronales pour assurances extra-légales	622	233.624,23	231.725,95
Autres frais de personnel	623	9.763.257,56	8.481.684,77
● Réductions de valeur			
Sur stocks et commandes en cours			
▶ actées	9110	1.853,91	0,00
▶ reprises (-)	9111	0,00	- 26.171,71
Sur créances commerciales			
▶ actées	9112	2.030,32	2.595,51
▶ reprises (-)	9113	- 2.080,14	- 451,51
● Provisions pour risques et charges			
Constitutions	9115	67.097,41	111.070,10
Utilisations et reprises (-)	9116	- 418.713,00	- 25.694,50
● Autres charges d'exploitation			
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	640	52.213,63	55.887,24
Autres	641/8	9.789,09	50.084,73
● Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise			
Nombre total à la date de clôture	9096	4	14
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	9097	5,1	5,0
Nombre effectif d'heures prestées	9098	8.881	8.692
Frais pour l'entreprise	617	252.899,11	237.825,35

5.11 RÉSULTATS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS

	Code	Exercice	Exercice précédent
● Résultats financiers			
Autres produits financiers	9125	869.456,18 2.938,71	876.059,86 3.924,89
- Subsidés en capital accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats :			
- Divers			
● Résultats exceptionnels			
Ventilation des autres produits exceptionnels		135.266,06	
- Régularisation de subvention relative à l'exercice 2008 :			
Ventilation des autres charges exceptionnelles			
- Annulation de la créance de 2008 sur la Région wallonne			
- Valeur résiduelle de deux autobus déclassés		2.315.141,72 135.454,68	

5.12 IMPÔTS ET TAXES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
● Impôts sur le résultat			
Impôts sur le résultat de l'exercice	9134	16.298,08	
Impôts et précomptes dus ou versés	9135	16.298,08	
● Taxes sur la valeur ajoutée et impôts à charge de tiers			
Taxes sur la valeur ajoutée portées en compte :			
A l'entreprise (déductibles)	9145	7.732.732,02	8.062.791,25
Par l'entreprise	9146	4.225.968,06	3.888.883,39
● Montants retenus à charge de tiers, au titre de :			
Précompte professionnel	9147	13.764.619,53	13.531.168,02

5.13 DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

● Description succincte du régime complémentaire de pension de retraite ou de survie

La SRWT assume les charges afférentes aux engagements sociaux nés des différents régimes d'allocations extralégales qui étaient d'application dans les sociétés d'origine du groupe TEC. Ces allocations recouvrent les domaines suivants :

- Les compléments de pensions de survie et de retraite (pour les agents admis à la pension avant 1993) et les allocations d'invalidité des allocataires sociaux issus de l'ex-S.N.C.V. Il s'agit des avantages octroyés par les anciennes caisses sociales, à savoir :

- ▶ La Caisse d'Assurance Mixte (C.A.M.).
- ▶ La Caisse de Répartition d'Allocations complémentaires à la pension légale (C.R.A.).
- ▶ La Caisse de Répartition d'allocations aux agents Invalides (C.R.I.).

- Les compléments de pensions de survie et de retraite des allocataires sociaux des anciennes sociétés de transport urbain (STIL, STIC, STIV) admis à la pension avant 1993.

Elle assume également les charges liées aux allocations versées aux travailleurs ayant atteint 55 ans d'âge et tombant dans le champ d'application des conventions collectives de travail organisant un régime d'allocations complémentaires au chômage en faveur de certains travailleurs licenciés.

En outre, la SRWT assume les charges afférentes à l'assurance-groupe souscrite en 1993 en faveur de l'ensemble du personnel actif du groupe TEC. Cette assurance-groupe, instaurée dans le but de mettre le régime de pensions complémentaires en conformité avec les dispositions légales, a été profondément modifiée avec effet au 1er janvier 1997. La formule du type « but à atteindre », traduction des anciens règlements de pension, a été transformée en formule « contribution définie », dont le principe est de générer à l'âge de la retraite un capital résultant de cotisations, personnelles et patronales, directement proportionnelles à la rémunération. La formule « but à atteindre » est cependant restée d'application pour les agents entrés en service avant 1997 lorsque celle-ci leur est plus avantageuse.

L'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les pensions complémentaires, dite « loi VANDENBROUCKE », a entraîné une réévaluation substantielle des réserves à constituer pour garantir les engagements correspondants pour la partie « but à atteindre » résiduelle. Toutefois, la CBFA a accordé à la SRWT une dispense de réévaluer ces réserves, à la condition que le véhicule financier des pensions complémentaires « but à atteindre » soit à l'avenir une institution de retraite professionnelle, qui reprendrait à sa charge les anciens régimes garantis à titre de droits acquis. Cette institution appelée « TEC-Pension OFP », créée en septembre 2008, a été agréée par la CBFA.

Les charges liées aux pensions complémentaires relèvent des « engagements sociaux » au sens de l'article II.1.1.12 du Contrat de gestion et sont couvertes par une subvention spécifique visée à l'article II.2.2.1.2 dudit contrat versée à la SRWT.

● Droit d'usage de matériel roulant d'exploitation

La SRWT a conclu un contrat portant sur la location-financement de 100 autobus 18.777.004,15

5.14 RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Immobilisations financières	(280/1)	0,00	7.625.000,00
▶ participations	(280)	0,00	0,00
▶ créances : subordonnées	927	0,00	0,00
autres	928	0,00	7.625.000,00
Créances	929	1.804.250,04	1.471.444,18
▶ à plus d'un an	930	0,00	0,00
▶ à un an au plus	931	1.804.250,04	1.471.444,18
Dettes	935	646.266,65	696.106,66
▶ à plus d'un an	936	0,00	0,00
▶ à un an au plus	937	646.266,65	696.106,66

5.15 RELATIONS FINANCIÈRES AVEC :

	Code	Exercice
Les Administrateurs et gérants Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable : — aux administrateurs et gérants	9503	30.382,50
Le ou les Commissaires Émoluments des Commissaires	9505	17.479,45

Numéro sous lequel l'entreprise est inscrite à l'Office National de Sécurité Sociale (numéro ONSS) : 032/429035-84

Numéro de la commission paritaire dont dépend l'entreprise : 328

ÉTAT DES PERSONNES OCCUPÉES

● Travailleurs inscrits au registre du personnel

Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent					
	Codes	1. Temps plein (exercice)	2. Temps partiel (exercice)	3. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice)	4. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice précédent)
Nombre moyen de travailleurs	100	1.717	107,9	1.796,8 (ETP)	1.765,8 (ETP)
Nombre effectif d'heures prestées	101	2.627.051	115.132	2.742.183,44 (T)	2.688.893 (T)
Frais de personnel	102	85.839.840,88	4.042.023,38	89.881.864,26 (T)	85.202.044,84 (T)
Avantages accordés en sus du salaire	103	-	-	2.020.956,63 (T)	1.841.435,00 (T)

À la date de clôture de l'exercice				
	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
a. Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	105	1.740	105	1.817,8
b. Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	110	1.681	88	1.746,7
Contrat à durée déterminée	111	58	15	69,7
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112	0	2	0,4
Contrat de remplacement	113	1	0	1,0
c. Par sexe et niveau d'études				
Hommes	120	1.619	77	1.675,4
de niveau primaire	1200	27	0	27,0
de niveau secondaire	1201	1.528	75	1.583,1
de niveau supérieur non universitaire	1202	47	1	47,8
de niveau universitaire	1203	17	1	17,5
Femmes	121	121	28	142,4
de niveau primaire	1210	3	0	3,0
de niveau secondaire	1211	78	21	93,8
de niveau supérieur non universitaire	1212	29	7	34,6
de niveau universitaire	1213	11	0	11,0
d. Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	130	9	0	9,0
Employés	134	252	29	272,0
Ouvriers	132	1.479	76	1.536,8
Autres	133	0	0	0,0

● Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise

Au cours de l'exercice			
	Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de l'entreprise
Nombre moyen de personnes occupées	150	5,1	0,0
Nombre effectif d'heures prestées	151	8.881	0
Frais pour l'entreprise	152	252.899,11	0,00

● Tableau des mouvements du personnel au cours de l'exercices

Entrées				
	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
a. Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	205	284	13	293,9
b. Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	210	123	0	123,0
Contrat à durée déterminée	211	161	13	170,9
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	212	0	0	0,0
Contrat de remplacement	213	0	0	0,0

Sorties				
	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
a. Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite au registre du personnel au cours de l'exercice	305	214	24	232,4
b. Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	310	106	12	115,1
Contrat à durée déterminée	311	108	12	117,3
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	312	0	0	0,0
Contrat de remplacement	313	0	0	0,0
c. Par motif de fin de contrat				
Pension	340	5	0	5,0
Prépension	341	6	0	6,0
Licenciement	342	76	10	83,5
Autre motif	343	127	14	137,9
dont...	350	0	0	0,0

● Renseignements sur les formations pour les travailleurs au cours de l'exercice

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur				
	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Nombre de travailleurs concernés	5801	2.100	5811	91
Nombre d'heures de formation suivies	5802	21.488,00	5812	722,00
Coût net pour l'entreprise	5803	591.562,27	5813	22.015,55
dont coût brut directement lié aux formations	58031	591.562,27	58131	22.015,55
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032		58132	
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033		58133	

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur				
	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Nombre de travailleurs concernés	5821	229	5831	28
Nombre d'heures de formation suivies	5822	965,50	5832	72,00
Coût net pour l'entreprise	5823	43.284,36	5833	2.778,14

Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur				
	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Nombre de travailleurs concernés	5841	151	5851	20
Nombre d'heures de formation suivies	5842	30.179,00	5852	3.436,00
Coût net pour l'entreprise	5843	1.164.332,07	5853	132.580,43

● Règles d'évaluation

● ACTIF

Frais d'établissement (rubrique I).

Les frais de constitution et d'augmentation de capital, ainsi que les autres frais d'établissement sont amortis en 5 ans.

Les frais d'émission d'emprunts et primes de remboursement sont amortis par tranches égales sur la durée des emprunts auxquels ils se rapportent.

Immobilisations incorporelles (rubrique II).

Les immobilisations incorporelles sont prises en charge dans l'exercice au cours duquel ces frais sont exposés. Toutefois, les logiciels informatiques acquis à l'extérieur sont amortis sur 3 ans.

Immobilisations corporelles (rubrique III).

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, ou à leur coût de revient, ou à leur valeur d'apport y compris les frais accessoires notamment la quote-part non déductible de la TVA.

Les droits d'usage dont l'entreprise dispose sur des immobilisations corporelles en vertu de contrats de location-financement ou de conventions similaires dont les versements échelonnés prévus au contrat sont assurés par un organisme financier en contepartie d'un paiement unique effectué au début de la transaction (Payment Undertaking Agreement) sont traités de la manière suivante :

- Les droits d'usage y compris les frais accessoires sont portés à l'actif dans la rubrique correspondant aux immobilisations concernées et amortis au même taux.
- Le versement à l'organisme financier qui assurera le paiement des versements échelonnés apure la dette de location financement.
- L'engagement qui subsiste vis-à-vis du « lessor » de procéder aux versements échelonnés est acté dans les comptes d'ordres.
- Les profits dégagés par cette transaction seront portés en produit au rythme des amortissements comptables.

Les amortissements sont pratiqués d'une manière linéaire sur la durée de vie présumée des immobilisations.

Pour les biens acquis à partir du 1^{er} janvier 1991, les taux d'amortissement sont les suivants :

Composant de l'actif	Durée de vie	Taux en %
Terrains	illimité	0
Bâtiments	30 ans	3,33
Installations bâtiments	20 ans	5
Voies	25 ans	4
Lignes aériennes	25 ans	4
Sous-stations de traction	25 ans	4
Sites propres	15 ans	6,66
Machines, matériel équipement de télécommunication	10 ans	10
Outillage portatif	5 ans	20
Téléphonie fixe	10 ans	10
Téléphonie mobile	3 ans	33,33
Matériel roulant ferré	25 ans	4
Transformation du matériel roulant ferré et renouvellement des bus afin d'allonger la durée d'utilisation	en fonction de la durée d'utilisation restante estimée	
Autobus de la « Classe I » (articulés)	15 ans	6,66

Composant de l'actif	Durée de vie	Taux en %
Autobus de la « Classe II » (standard et midi 60 places)	15 ans	6,66
Autobus de la « Classe III » (midi 40 places et mini)	8 ans	12,5
Autobus PMR	6 ans	16,67
Autobus d'occasion :	règles habituelles en tenant compte de la date de la première mise en circulation comme date de départ	
Véhicules utilitaires	10 ans	10
Automobiles et camionnettes	5 ans	20
Mobiliers et assimilés, machines de bureau	5 ans	20
Informatique mainframe	5 ans	20
Mini informatique (PC, réseau et périphériques)	3 ans	33,33

En ce qui concerne les pièces relais (moteurs - boîtes - ponts) liées au matériel roulant, celles-ci sont amorties sur la même durée que les véhicules pour lesquels elles doivent servir.

Lorsque du fait du recours à un financement alternatif, des biens immobilisés ne sont pas repris dans les livres de la société, les charges générées par le financement de ces biens sont mises en compte de manière à ce que leur répartition dans le temps se rapproche le plus possible de la durée d'amortissement prévue dans les règles d'évaluation pour de tels biens.

Immobilisations financières (rubrique IV).

Les actions et parts sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport, à l'exclusion des frais accessoires et sous déduction des montants restant éventuellement à libérer.

Les autres créances et cautionnements en numéraire sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Créances à plus d'un an et créances à un an au plus (rubriques V et VII).

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

En cas de faillites ou concordats, les créances impayées sont considérées comme douteuses et leur valeur totale nette, hors TVA, fait l'objet d'une réduction de valeur.

En dehors de ces cas, d'autres créances peuvent être transférées à la rubrique « Clients douteux » ou « créances douteuses » et faire l'objet de réductions de valeur adaptées à chaque situation.

Stocks et commandes en cours (rubrique VI).

Les stocks d'approvisionnements et fournitures sont valorisés selon la méthode des prix moyens pondérés.

A la clôture de chaque exercice, les casiers comprenant des articles de stock qui n'ont plus été movimentés, soit par de nouvelles entrées consécutives à des commandes ou à des fabrications internes, soit par de nouvelles sorties sur centre de coût ou ordre ou consécutives à des corrections d'inventaire, depuis plus de trois ans, font l'objet d'une déduction de valeur totale, sauf pour les articles du stock destinés au réseau ferré pour lesquels cette période est portée à dix ans.

Tout article qui aurait fait l'objet d'une réduction de valeur et qui serait sorti du stock sur centre de coût ou ordre ou suite à des corrections d'inventaire fait l'objet d'une reprise de réduction de valeur dans l'exercice de son utilisation.

Dans le cas où une nouvelle commande ou fabrication interne devrait survenir pour un article qui aurait fait l'objet d'une réduction de valeur, c'est l'ensemble du casier qui fait l'objet d'une reprise de réduction de valeur dans l'exercice de la nouvelle entrée en stock.

La procédure de valorisation suivante est appliquée aux pièces relais importantes qui font l'objet de réparation dans le cadre d'un processus d'échange standard :

- lors de l'achat de la pièce neuve, celle-ci est immobilisée et amortie sur la durée d'amortissement restante des véhicules les plus récents auxquels elle se rapporte ;
- ces pièces sont alors reprises en stock sans valeur ;
- ensuite, lors du processus d'échange standard, la pièce démontée du véhicule qui est réparée rentre dans le stock pour une valeur égale au coût de la réparation.

Cette procédure s'applique aux pièces suivantes :

- moteurs.
- boîtes de vitesses.
- ponts.

D'une manière générale, les fabrications pour stocks (en ce compris les récupérations et réparations de pièces) sont valorisées et rentrées en stock pour une valeur égale à leur coût de revient.

Ces règles d'évaluation s'appliquent à l'ensemble des stocks quelle que soit leur localisation physique.

Les en-cours de fabrication et les commandes en cours d'exécution sont portés à l'actif du bilan à leur coût de revient.

Placements de trésorerie et valeurs disponibles (rubriques VIII et IX).

Les titres à revenu fixe sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus.

Comptes de régularisation (rubrique X).

Les charges exposées pendant l'exercice mais imputables en tout ou en partie à un exercice ultérieur sont évaluées en suivant la règle proportionnelle.

Les revenus dont la perception n'aura lieu qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à l'exercice en cours, sont évalués au montant de la quote-part afférente à cet exercice.

● PASSIF

Provisions pour risques et charges (rubrique VII).

À la clôture de l'exercice, il est procédé, avec prudence, sincérité et bonne foi à l'examen des provisions à constituer, à reprendre ou à annuler pour couvrir les risques prévus.

À partir de l'exercice comptable 1991, les provisions pour gros entretiens et réparations et les provisions

pour pneus ne sont plus constituées.

Par ailleurs, l'exploitation de nos dépôts pendant de nombreuses décennies est susceptible d'avoir généré une pollution du sol. Ce risque potentiel étant impossible à évaluer sans engager des frais considérables, il n'est pas couvert par une provision.

Une provision est cependant constituée sur base d'une estimation faite par un expert dans les cas suivants :

- pollution avérée suite à un incident ou à un contrôle;
- constatation suite à une expertise réalisée dans le cadre du renouvellement d'un permis d'exploiter.

Dettes à plus d'un an et dettes à un an au plus (rubriques VIII et IX).

Les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les dettes de location - financement sont évaluées pour la partie des versements à échoir, qui représente la reconstitution du capital de la valeur du bien auquel le contrat se rapporte.

Comptes de régularisation (rubrique X).

Les revenus perçus pendant l'exercice mais imputables en tout ou en partie à un exercice ultérieur sont évalués en suivant la règle proportionnelle.

Les charges qui seront payées au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont afférentes à l'exercice en cours, sont évaluées au montant afférent à cet exercice.

● Droits et engagements - Hors bilan

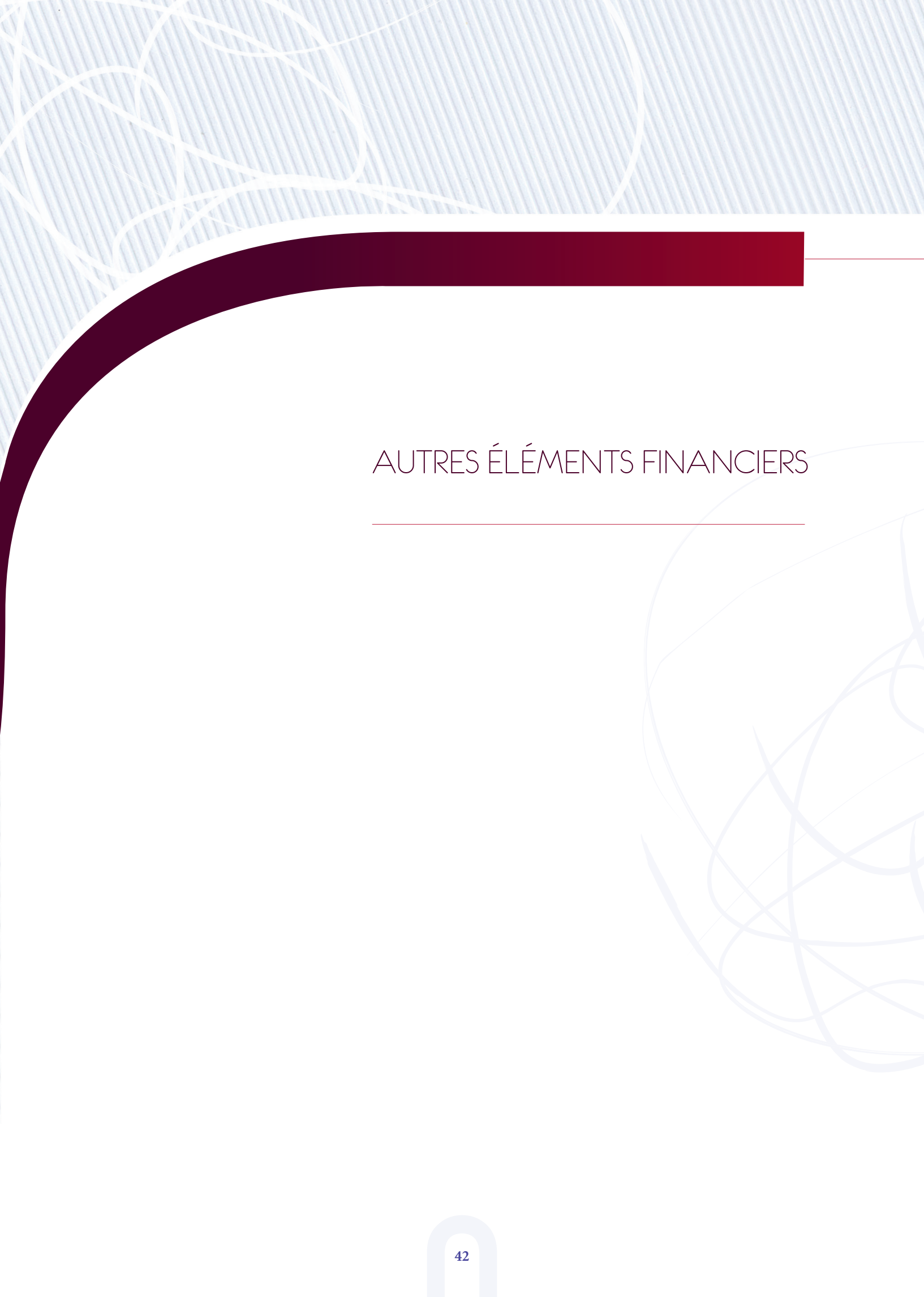
Les droits et engagements hors bilan sont mentionnés à l'annexe, par catégorie, pour la valeur nominale figurant au contrat ou à la convention ou à défaut pour leur valeur estimée.

● Publication des extraits des actes constitutifs et modificatifs des statuts

La constitution de la Société d'Exploitation Liège-Verviers et les statuts ont été approuvés par un arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 4 décembre 1990, publié au Moniteur Belge du 16 avril 1991.

Les statuts de la société ont été modifiés :

- par l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 30 mai 1991, publié au Moniteur Belge du 10 août 1991;
- par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994, publié au Moniteur Belge du 16 février 1995;
- par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999, publié au Moniteur Belge du 20 juillet 1999.
- par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 septembre 2001, publié au Moniteur Belge du 20 octobre 2001;
- par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2005, publié au Moniteur belge du 7 décembre 2005.



AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS



	SUIVI BUDGÉTAIRE 2009
	BUDGET 2010
	TABLEAU DE BORD DE GESTION

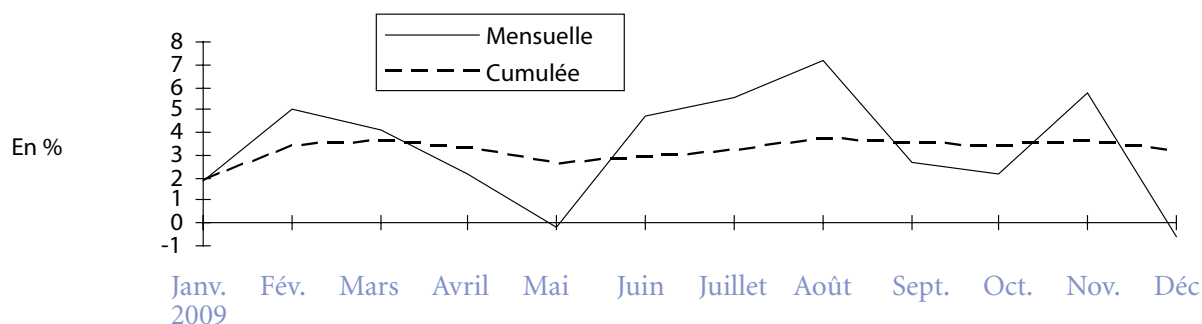
EXERCICE 2009 : Comparaison avec le budget

Le tableau ci-dessous livre le compte d'exploitation arrêté au 31 décembre 2009 comparé aux prévisions budgétaires présentées au Conseil d'administration lors de la séance du 20 mars 2009.

	Exercice 2009		Variations	
	Réalité	Prévisions	en %	en €
PRODUITS				
1. Chiffre d'affaires	45.163.887,00	43.748.719,00	3,23 %	1.415.168,00
2. Variation de stock travaux en cours	45.921,75	0,00		45.921,75
3. Autres produits d'exploitation	4.847.269,85	3.867.108,00	25,35 %	980.161,85
4. Produits financiers	111.610,71	317.744,00	- 64,87 %	-206.133,29
5. Autofinancement	1.119.561,60	932.169,00	20,10 %	187.392,60
6. Produits exceptionnels	135.266,06	0,00		135.266,06
Total des produits d'exploitation	51.423.516,97	48.865.740,00	5,23 %	2.557.776,97
CHARGES				
1. Consommations matières et pneus carburant	6.186.825,92 11.369.524,79 17.556.350,71	6.662.090,00 13.491.059,00 20.153.149,00	- 7,13 % - 15,73 % - 12,89 %	- 475.264,08 - 2.121.534,21 - 2.596.798,29
2. Services et biens divers entretiens et réparations exploitants location matériel roulant assurances autres services et biens divers	1.948.959,76 36.483.830,33 0,00 1.474.748,75 6.512.067,60 46.419.606,44	1.915.723,00 35.845.724,00 0,00 1.475.435,00 5.899.892,00 45.136.774,00	1,73 % 1,78 % - 0,05 % 10,38 % 2,84 %	33.236,76 638.106,33 - 686,25 612.175,60 1.282.832,44
3. Personnel employés ouvriers	18.680.272,98 73.127.150,46 91.807.423,44	18.522.278,00 74.860.801,00 93.383.079,00	0,85 % - 2,32 % - 1,69 %	157.994,98 - 1.733.650,54 - 1.575.655,56
4. Amortissements et réd. valeur sur immobilisations	884.212,25	1.235.996,00	- 28,46 %	- 351.783,75
5. Réductions de valeur sur stocks et créances	1.804,09	10.000,00	- 81,96 %	- 8.195,91
6. Provisions pour risques et charges	- 351.615,59	30.000,00	- 1272,05 %	- 381.615,59
7. Autres charges d'exploitation	62.002,72	70.865,00	- 12,51 %	- 8.862,28
8. Charges financières	1.668,57	1.856,00	- 10,10 %	- 187,43
9. Charges exceptionnelles	2.450.782,33	0,00		2.450.782,33
10. Impôts	16.298,08	47.050,00	- 65,36 %	- 30.751,92
Total des charges d'exploitation	158.848.533,04	160.068.769,00	- 0,76 %	- 1.220.235,96
ÉCART PRODUITS / CHARGES	-107.425.016,07	-111.203.029,00	-3,40%	3.778.012,93
Subvention d'exploitation	106.648.005,37	109.970.671,00	- 3,02 %	-3.322.665,63
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	- 777.010,70	- 1.232.358,00	- 36,95 %	455.347,30

● Chiffre d'affaires

L'évolution de la réalité des recettes de trafic par rapport aux prévisions pour l'ensemble de cet exercice est de + 3,23 %. L'évolution annuelle des recettes de trafic par rapport aux prévisions découle des tendances mensuelles représentées sur le tableau suivant :



● Autres produits d'exploitation

La prise en charge par l'Académie de la Mobilité des formations dispensées au personnel dans le cadre du CAP, la récupération auprès de la Communauté française des frais administratifs engendrés par le nouveau système de réduction tarifaire pour les abonnés scolaires âgés entre 12 et 24 ans expliquent l'évolution générale de ce poste malgré la diminution de la vente de carburant au personnel.

● Produits financiers - Autofinancement

L'évolution de ces deux rubriques résulte principalement de la transformation en autofinancement de prêts accordés à la SRWT.

● Produits exceptionnels

Les produits exceptionnels enregistrés en 2009 correspondent à une subvention complémentaire pour l'exercice 2008 dans le cadre du transport de personnes à mobilité réduite.

● Consommations de carburant

Avec un total de 14.231.908 litres, la consommation des autobus pour l'ensemble de l'exercice a été inférieure de 0,98 % aux prévisions. Quant au prix moyen du litre de carburant, il s'est avéré également inférieur aux prévisions (- 13,95 %).

● Entretien et réparations

L'augmentation de cette rubrique par rapport aux prévisions trouve son origine dans les entretiens et réparations réalisés par des tiers au matériel roulant ainsi qu'aux machines et à l'outillage. En ce qui concerne les coûts de maintenance de l'outil informatique, ils ont été inférieurs aux prévisions.

● Exploitants

En ce qui concerne les lignes régulières, le nombre de kilomètres en charge et la partie fixe du coût des exploitants (amortissements, charges financières,...) ont augmenté respectivement de 1,66% et de 2,57 % par rapport aux prévisions. Le prix de revient du kilomètre, par contre, a diminué de 5,62 %.

En outre, toujours par rapport aux prévisions, le coût des prestations des exploitants privés effectuées dans le cadre des transports scolaires s'est accru de 5,28%. Celui des prestations générées pour assurer les transports de personnes à mobilité réduite a pratiquement atteint le volume prévu (- 0,27 %).

● Autres services et biens divers

Afin de renforcer l'attractivité du TEC, le Gouvernement Wallon a mis en place en 2006 une mesure qui consiste en l'échange de la plaque d'immatriculation d'une voiture familiale contre un abonnement TEC d'une validité maximale de trois ans. Le coût de cette mesure s'est avéré supérieur de 383.108 euros aux prévisions.

Par ailleurs, toujours par rapport aux prévisions, on enregistre un accroissement des frais de consommation de gaz ainsi que des coûts de personnel intérimaire.

Enfin, les frais de campagnes publicitaires sont inférieurs aux prévisions.

● Personnel – employés et ouvriers

Pour les employés, l'évolution par rapport aux prévisions s'explique par l'augmentation de la rémunération moyenne par agent de 1,07 % compensée partiellement par la diminution de l'effectif moyen de 0,22 %.

Pour les ouvriers, sur l'ensemble de l'exercice 2009, l'écart existant entre la réalité et les prévisions s'explique par une diminution des heures prestées de 3,37 % compensée partiellement par une augmentation du taux horaire moyen payé (charges sociales comprises) de 1,09 %.

● Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations

Cette rubrique enregistre une diminution relativement importante suite au report, sur l'exercice 2010, de certaines acquisitions importantes ou de la réalisation de travaux prévus en 2009.

● Provisions pour risques et charges

En conformité avec la législation en vigueur, des études sur l'état sanitaire des sols et sous-sols de l'ensemble des dépôts du TEC Liège-Verviers ont été entamées en 2005. Fin 2005, une provision avait été constituée à hauteur de 1.200.000 euros. Fin 2006, sur base des études de caractérisation ayant pour objectif de décrire et de localiser les zones polluées, la provision avait été augmentée de 778.000 euros. Fin 2007, afin de tenir compte des derniers éléments connus, elle avait été portée à 2.000.000 euros. Fin 2008, elle est restée à ce niveau. En 2009, tenant compte des travaux déjà réalisés, une reprise de provision a été effectuée à hauteur de 160.000 euros.

La réactualisation des provisions destinées à couvrir d'une part les litiges en cours et, d'autre part les différents droits acquis de certains agents dans le cadre de la liquidation de certains fonds sociaux, est constituée respectivement d'une reprise de 229.832 euros et d'une dotation de 38.216 euros.

● Autres charges d'exploitation

La diminution de cette rubrique par rapport aux prévisions se situe principalement au niveau des moins-values sur immobilisations corporelles, moins élevées que prévues.

● Charges exceptionnelles

Le Gouvernement wallon a décidé d'annuler une partie de la dette que la Région wallonne avait envers les TEC à fin 2008. Il en résulte une charge exceptionnelle de 2.315.142 euros. Par ailleurs, cette rubrique contient également la valeur résiduelle de deux autobus déclassés suite à un incendie.

● Subvention d'exploitation

La diminution de cette rubrique par rapport aux prévisions s'explique principalement par les éléments suivants :

- mouvements de grève de 2009 : réduction de 31.667 euros
- subvention d'exploitation 2009 : réduction décidée par le Gouvernement wallon : 3.893.260 euros
- subvention pour compenser la gratuité des 6-11 ans : augmentation de 2.936.200 euros
- subvention pour mobilité interrégionale : augmentation de 165.600 euros
- incitant 2008 : augmentation de 150.000 euros

CONCLUSIONS

Par rapport aux prévisions, le résultat du compte d'exploitation, négatif, s'est amélioré de 455.347 euros pour l'ensemble de l'exercice 2009.

PRÉVISIONS BUDGETAIRES 2010

Les prévisions budgétaires telles qu'elles sont présentées ci-dessous ont été approuvées par le Conseil d'administration lors de la séance du 18 décembre 2010.

PRODUITS

1. Chiffre d'affaires	47.448.434,00
2. Variation de stock travaux en cours	0,00
3. Autres produits d'exploitation	4.326.690,00
4. Produits financiers	6.816,00
5. Autofinancement	1.224.520,00
6. Produits exceptionnels	0,00
Total des produits d'exploitation	53.006.460,00

CHARGES

1. Consommations matières et pneus carburant	6.378.828,00 11.680.242,00 <u>18.059.070,00</u>
2. Services et biens divers entretiens et réparations exploitants location matériel roulant assurances autres services et biens divers	2.128.734,00 37.242.473,00 0,00 2.033.516,00 5.934.379,00 <u>47.339.102,00</u>
3. Personnel employés ouvriers	19.103.007,00 74.142.611,00 <u>93.245.618,00</u>
4. Amortissements et réd. valeur sur immobilisations	1.056.464,00
5. Réductions de valeur sur stocks et créances	10.000,00
6. Provisions pour risques et charges	30.000,00
7. Autres charges d'exploitation	58.543,00
8. Charges financières	1.296,00
9. Charges exceptionnelles	0,00
10. Impôts	648,00
Total des charges d'exploitation	159.800.741,00

ÉCART PRODUITS / CHARGES

- 106.794.281,00

Subvention d'exploitation

104.722.520,00

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

- 2.071.761,00

TABLEAU DE BORD : EXERCICE 2009

Le tableau de bord présenté ci-après participe, en tant qu'outil de gestion, à la réalisation de notre objectif d'amélioration de la qualité du service offert à la clientèle. Il est composé de l'ensemble des charges et des produits d'exploitation de notre société ainsi que des charges et des produits relatifs aux investissements gérés par la Société Régionale Wallonne du Transport. Les différentes catégories de charges et de produits se définissent comme suit :

- **Charges et produits directs** : sont considérés comme directs, les charges et les produits d'exploitation qui concourent directement à la prestation du service offert.
- **Charges et produits directs variables** : sont considérés comme variables, les charges et les produits directs qui évoluent proportionnellement à l'activité. Il s'agit d'une part, des prestations de conduite des chauffeurs, des frais d'entretien et de réparation du matériel roulant, des consommations de gasoil des autobus et d'autre part, du chiffre d'affaires.
- **Charges et produits directs fixes** : sont considérés comme fixes, les charges et les produits directs dont l'évolution n'est pas proportionnelle à l'activité. Il s'agit d'une part, des charges d'investissements relatifs au matériel roulant, des primes d'assurances en responsabilité civile «exploitation», des frais d'entretien et de réparation des dépôts et ateliers et d'autre part, des revenus de publicité sur véhicules et des surtaxes tarifaires.
- **Charges et produits indirects** : sont considérés comme indirects les charges et les produits d'exploitation qui ne concourent pas directement à la prestation du service offert. On y retrouve d'une part, les prestations des contrôleurs et des aubettiers, les frais de fonctionnement des services administratifs, les charges d'entretien, de réparation et d'investissements des bâtiments administratifs et d'autre part, des revenus de publicité sur installations fixes, des loyers et redevances, des récupérations d'assurances...

Résultat direct variable	Réseau Autobus	Transp. Scolaire	Total
Recettes de trafic	44.280.151,85	883.735,15	45.163.887,00
Coûts directs variables régie	89.181.332,47		89.181.332,47
Coûts directs variables loueurs	26.683.049,30	9.924.808,41	36.607.857,71
Marge s/Coûts Directs Variables	- 71.584.229,92	- 9.041.073,26	- 80.625.303,18
Résultat direct fixe	Réseau Autobus	Transp. Scolaire	Total
Produits d'exploitation	1.132.012,49		1.132.012,49
Coûts directs fixes régie	14.477.297,64		14.477.297,64
Investissements directs fixes	14.447.708,17		14.447.708,17
Produits directs totaux	45.412.164,34	883.735,15	46.295.899,49
Coûts directs hors investissements	130.341.679,41	9 924.808,41	140.266.487,82
Coûts directs totaux	144.789.387,58	9 924.808,41	154.714.195,99
Marge s/cts directs hors investissements	- 84.929.515,07	- 9 041.073,26	- 93.970.588,33
Marge s/cts directs totaux	- 99.377.223,24	- 9 041.073,26	- 108.418.296,50
Résultat indirect	Réseau Autobus	Transp. Scolaire	Total
Produits d'exploitation	4.006.469,46		4.006.469,46
Coûts indirects régie	14.397.342,55		14.397.342,55
Coûts indirects loueurs	182.528,95	665.672,88	848.201,83
Investissements indirects	19.705,46		19.705,46
Produits totaux	49.418.633,80	883.735,15	50.302.368,95
Coûts totaux hors investissement	144.921.550,91	10.590.481,29	155.512.032,20
Coûts totaux	159.388.964,54	10.590.481,29	169.979.445,83
Résultat d'exploitation hors invest.	- 95.502.917,11	- 9.706.746,14	- 105.209.663,25
Résultat d'exploitation	- 109.970.330,74	- 9.706.746,14	- 119.677.076,88
Produits financiers	1.231.172,31		1.231.172,31
Subventions	110.252.736,87	9.731.673,27	119.984.410,14
Résultats	Réseau Autobus	Transp. Scolaire	Total
Résultat courant	1.513.578,44	24.927,13	1.538 505,57
Résultat exceptionnel	- 2.315.516,27		- 2.315 516,27
Résultat global	- 801.937,83	24.927,13	- 777.010,70

Ratios (%)	A.B. Régie	A.B. Loueurs	Transp. Scolaire	Total
Coûts directs variables	52,46	15,70	5,84	74,00
Coûts directs fixes hors investissement	8,52			8,52
Coûts indirects hors investissement	8,47	0,11	0,39	8,97
Coûts des investissements	8,51			8,51
Coût total	77,96	15,81	6,23	100,00
Ratios (%)	Réseau Autobus		Transp. Scolaire	Total
Taux couverture net	34,10		8,34	32,35
Taux couverture brut	31,01		8,34	29,59
Ratios (%)	A.B. Régie	A.B. Loueurs	Transp. Scolaire	Kms autobus (R+L)
Kilomètres en charge	25.643.544	9.110.940	5.703.414	34.754.484
Coûts Directs / Km en charge	4,61	2,93	1,74	4,17
Coûts Totaux / Km en charge	5,17	2,93	1,86	4,59
Kilomètres d'exploitation	28.780.728	9.997.021	5.703.414	38.777.749
Coûts Directs / Km exploitation	4,10	2,67	1,74	3,73
Coûts Totaux / Km exploitation	4,60	2,69	1,86	4,11
Kilomètres totaux	28.956.225	9.997.021	5.703.414	38.953.246
Coûts Directs / Km totaux	4,08	2,67	1,74	3,72
Coûts Totaux / Km totaux	4,58	2,69	1,86	4,09
Ratios (%)	Réseau Autobus			
Chiffre d'affaires / Km en charge	1,27			
Chiffre d'affaires / Km exploitation	1,14			
Chiffre d'affaires / Km totaux	1,14			
Résultat d'expl. / Km en charge	-3,16			
Résultat d'expl. / Km exploitation	-2,84			
Résultat d'expl. / Km totaux	-2,82			
Ratios contrat de gestion	Productivité			
Taux de couverture (en %)	32,79			
Km régie en charge / Equivalent temps plein	14.231			

